1) Information urgente mouvement:

Attention : la clôture des vœux du premier mouvement aura lieu le lundi 07 avril et non pas le mercredi 09 avril comme initialement prévu.

2) 24 avril : groupe de travail cas particulier du 1er mouvement

Le groupe de travail qui examinera les cas particuliers du 1^{er} mouvement et donnera des priorités aura lieu le 24 avril. Les collègues qui désirent être soutenus par le SNUipp peuvent nous envoyer le double de leur courrier.

3) Demi-journée syndicale spéciale RASED : mardi 06 mai après-midi

Le SNUipp a décidé d'organiser une demi-journée d'information syndicale spéciale RASED afin de faire le point sur leur mission suite aux différentes remise en cause. En effet, associées au contexte budgétaire, des informations diverses et peu vérifiées créent une forte vague d'inquiétude quant au devenir des RASED parmi les collègues qui exercent dans ces structures et plus largement dans l'ensemble de la profession. Pêle-mêle sont évoquées la révision des missions des enseignants des RASED, des fusions de spécialités, l'orientation des départs en stage CAPA-SH « option E » au détriment de l'option « G », des réorganisations, des restrictions budgétaires, voire la suppression pure et simple des RASED.

Afin de faire le point avec les personnels concernés, le SNUipp a décidé d'organiser une demi-journée d'information syndicales et d'y inviter :

Emmanuel Guichardaz (secrétaire national du SNUipp en charge des RASED) :

Mardi 06 MAI De 13h 30 à 16h Amphi. Schutzenberger Université de Haute-Alsace à Mulhouse

Pour y participer, il suffit d'envoyer la lettre de demande ci-dessous 8 jours avant la date précise à l'IA sous couvert de l'IEN.

En lien également, un plan pour aller à l'amphi schutzenberger.

Lettre demi-journée d'info. syndicale en lien

4) Manifestation nationale le 18 mai à l'appel de la FSU

À force de multiplier les réformes et de vouloir les mettre en oeuvre sans essayer d'en prévoir les conséquences, le ministre de l'Education nationale soulève colère et indignation. Une manifestation nationale pour l'éducation est annoncée le 18 mai.

Les projets de programmes ont suscité une levée de bouclier sans précédent. 19 organisations syndicales et mouvements pédagogiques les ont condamnés fermement et demandent maintenant à Xavier Darcos de suspendre leur application. Les volte-face sur les demi-journées banalisées ne montrent pas, c'est peu de le dire, une volonté affirmée de l'administration de prendre en compte l'avis des enseignants, premiers concernés .

La mise en place des stages de remise en niveau pour les élèves de cours moyen durant les prochaines vacances scolaires se heurte au scepticisme sur leur efficacité . Au-delà des tâches demandées aux équipes, ce ne sont pas des heures supplémentaires que les enseignants réclament, mais des augmentations de salaires et le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat de ces dernières années.

Le décret instaurant la nouvelle semaine scolaire, avec la suppression des heures du samedi matin, vient d'être présenté au CSE. La plus grande partie de la communauté éducative a voté contre, expliquant que ce dispositif n'est pas à même de combattre efficacement la difficulté scolaire. S'appuyant sur un texte insuffisamment cadré, les inspections académiques ou départementales vont élaborer les schémas de mise en place : le SNUipp interviendra pour que les décisions des conseils des maîtres soient respectées.

Après les élections municipales, les premières décisions de carte scolaire sont connues. De l'insuffisance des créations de postes au regard du nombre d'élèves supplémentaires découlent les conséquences automatiques et malheureusement habituelles depuis quelques années : baisse générale de la scolarisation des 2 ans, augmentation des moyennes d'élèves à tous niveaux, problèmes de remplacements, impossibilité de remplacer les personnels en formation continue...

Dans la Fonction publique, les personnels précaires se multiplient, et dans les écoles, auxiliaires de vie scolaire et emplois de vie scolaire conjuguent temps partiels, rémunérations minimales, manque de formation...

Pour le SNUipp, les missions de service public doivent être assurées par des emplois statutaires.

L'école publique, ses élèves et ses personnels, méritent d'autres choix. Il n'est pas possible que continuent à être imposées des réformes qui prennent à rebours l'avis et l'intérêt des personnels. Des modifications des programmes aux stages pendant les vacances, des opérations de carte scolaire à la suppression du samedi matin, des salaires aux retraites, les raisons ne manquent pas de protester avec vigueur.

Le SNUipp, avec la FSU, appelle à une grande manifestation nationale le dimanche 18 mai à Paris.

L'organisation complète de cette manifestation nationale vous parviendra dans un prochain mail.